

# Les disparités régionales se creusent

Tandis que des villes comme Berne ou Thoun reposent sur des structures de soins solides, les régions rurales luttent de plus en plus contre les pénuries. Le manque de succession ne gangrène pas seulement les soins de base et la psychiatrie, mais aussi des disciplines plus ciblées, comme la dermatologie. 17 questions et réponses sur la dernière enquête de la SMCB sur les soins médicaux.

Texte : Comité exécutif et secrétaire scientifique de la Société des médecins du canton de Berne  
Photo : Adobe Stock

## Que pensent les médecins bernois de la prise en charge en médecine générale ?

46 % des médecins interrogés considèrent que le canton de Berne compte trop peu de praticiens généraux. Les femmes médecins ont un regard plus pessimiste que leurs collègues masculins sur la situation actuelle des soins (50 % vs. 44 %).

## Cette opinion a-t-elle évolué au cours des dernières années ?

Lors de la première enquête réalisée en 2013, 46 % des médecins sondés considéraient déjà que la médecine de famille était sous-représentée. Les médecins généralistes eux-mêmes considèrent que la situation s'est légèrement améliorée en deux ans. En 2019, ils étaient encore 54 % à dire qu'ils n'étaient pas assez nombreux dans le canton de Berne, contre 49 % aujourd'hui.

## Existe-t-il des disparités régionales dans les soins médicaux généraux ?

Oui, et celles-ci viennent très fortement nuancer les estimations générales indiquées juste avant. Dans les régions urbaines de Berne et de Thoun, une majorité des sondés estiment qu'il y a suffisamment de médecins généralistes (Berne : 56 %, Thoun : 59 %). Dans la circonscription du Mittelland bernois, 56 % des médecins locaux considèrent que la prise en charge par les médecins de famille est suffisante. Ce résultat se trouve en

nette opposition avec les estimations réalisées dans d'autres districts.

## Lesquels ?

Les participants au sondage ont indiqué que les régions d'Interlaken-Oberhasli (70 %), Biel/Bienne (69 %), de l'Emmental (69 %), du Seeland (59 %) et de la Haute-Argovie (55 %) étaient durement touchées par la pénurie de médecins de famille. Dans la région du Haut-Simmental et Gessenay, ce manque de généralistes a même été constaté par la totalité des participants. La situation n'a presque pas changé dans ces régions au cours des dernières années, elle semble même s'aggraver dans le Jura bernois. Alors qu'en 2019, les lacunes en matière de soins généraux étaient constatées par la moitié des participants, ce sont aujourd'hui 59 % qui les soulignent.

**« La pénurie de médecins de famille touche de nombreuses régions. »**

## Ces résultats contredisent en partie ceux de l'étude Workforce du BIHAM. Avez-vous une explication ?

Les écarts de résultats s'expliquent par les types d'études. L'enquête sur les soins médicaux fait la distinction entre le manque de médecins de famille et le manque de pédiatres, et repose sur des déclarations de médecins issus de toutes les disciplines.



**Nous avons besoin d'un engagement clair de la politique en faveur d'un accès généralisé aux soins dans notre canton, dans l'idéal avec un plan à long terme et des mesures concrètes.**

L'étude Workforce s'appuie sur d'autres indicateurs: la densité des médecins selon le nombre de médecins à temps plein par habitant, et des estimations des médecins de famille et de l'enfance concernés. Il ne s'agit toutefois que de nuances, car ces deux études tirent la même conclusion: de nombreuses régions du canton de Berne souffrent d'une pénurie de médecins de famille et de l'enfance.

#### **Qu'en est-il des soins de pédiatrie ?**

La situation des soins reste tendue. 54 % des sondés indiquent que le canton de Berne compte trop peu de pédiatres en activité. Les pénuries s'étendent sur de vastes parties du territoire. La Haute-Argovie, et depuis peu le Jura bernois, sont particulièrement touchés. 8 participants à l'enquête sur 10 considèrent que les pédiatres sont sous-représentés dans ces régions.

#### **Et en ce qui concerne la psychiatrie et la psychothérapie ?**

La situation empire dans le secteur de la psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent. 70 % des participants constatent une pénurie de représentants de cette discipline (2019: 65 %). Les patients adultes ont eux aussi de plus en plus de mal à accéder à une prise en charge. 65 % des médecins qui ont répondu à l'enquête déclarent qu'il y a trop peu de psychiatres et de psychothérapeutes en activité (2017: 51 %).

#### **Où en sont les soins dans les autres disciplines ?**

Dans le canton de Berne, l'offre dans les disciplines chirurgicales (chirurgie générale, orthopédie,

neurochirurgie, urologie) semble suffisante depuis des années, ainsi que dans la plupart des disciplines spécialisées de la médecine interne (pneumologie, angiologie, oncologie, gastro-entérologie): depuis 2019, environ 70 % des sondés considèrent que ces spécialistes médicaux sont suffisamment représentés, voire surreprésentés. Les patients atteints de troubles ophtalmologiques peuvent toujours accéder rapidement à des médecins spécialistes (prise en charge suffisante à 66 %). En revanche, on voit apparaître de premiers signes de raréfaction de l'offre en rhumatologie. Près d'un tiers (32 %) des médecins interrogés trouvent qu'il y a trop peu de rhumatologues en activité dans le canton de Berne. C'est 4 % de plus qu'en 2019, et 12 % de plus qu'en 2015.

#### **Quels secteurs sont menacés par des pénuries ?**

La dermatologie. En 2019, à peine quatre sondés sur dix pensaient que les dermatologues étaient sous-représentés; ils sont plus de la moitié aujourd'hui (53 %). La situation est plus nuancée en gynécologie: même si la majorité des participants (54 %) indique que le canton compte suffisamment de gynécologues, les médecins du Seeland (53 %) de Bienne (56 %) et de l'arrondissement du Haut-Simmental et Gessenay (100 %) constatent une pénurie dans leur région.

#### **Quelle sera l'évolution probable de la situation des soins dans le canton de Berne ?**

La médecine générale interne et la pédiatrie souffrent toujours du manque de relève.

La situation des soins va s'aggraver dans ces disciplines, et la future vague de départs en retraite l'illustre parfaitement: 44 % des médecins qui ont participé à l'enquête de cette année ont l'intention de fermer définitivement leurs cabinets dans les dix ans à venir.

**«L'enquête montre également que des mesures sont aussi nécessaires dans d'autres disciplines spécialisées que la médecine de famille et la pédiatrie.»**

#### **Combien de médecins ont rejoint un cabinet de groupe ou un cabinet collectif?**

Les deux tiers des participants (66 %). Et ce nombre ne cesse d'augmenter: en 2019, ils étaient 61 % à partager un cabinet avec des collègues, contre seulement 48 % en 2013.

#### **Est-il vrai que ces cabinets de groupes ou cabinets collectifs accueillent surtout de jeunes médecins?**

Oui, aujourd'hui c'est la norme pour la jeune génération de médecins de travailler dans un cabinet collectif: tous les participants de moins de 40 ans indiquent s'être associés avec des collègues. Par ailleurs, ces modèles de travail en collectivité sont un peu plus populaires chez les femmes que chez les hommes: 7 femmes médecins sur 10 exercent leur activité sous cette forme.

#### **Quelle est la position des médecins du canton de Berne face à la vaccination contre le COVID-19?**

Au moment de l'enquête (entre mi-juillet et mi-septembre 2021), 95 % des participants étaient vaccinés (88 % à deux doses, 7 % à une dose).

#### **Combien de médecins ont été infectés par le SARS-CoV-2 dans le canton de Berne?**

12 % des sondés ont indiqué avoir été infectés par le SARS-CoV-2 avant le début de la campagne de vaccination. Ce taux d'infection est nettement plus élevé que le taux d'incidence dans l'ensemble de la population, qui est inférieur à 10 %.<sup>1</sup>

#### **Quelle a été l'évolution de la maladie chez les médecins infectés?**

Au moment où l'enquête a été effectuée, les deux tiers des personnes infectées avaient plus de 50 ans. Plus l'infection arrivait à un âge avancé, plus la forme de la maladie était grave: 30 % des personnes infectées âgées de plus de 51 ans ont présenté des symptômes sévères. 7 % de ce groupe ont dû être hospitalisés. Près de la moitié de l'ensemble des personnes infectées ont présenté des symptômes pendant plus de deux semaines (48 %).

4 médecins sur 10 ayant été atteints du COVID ont subi par la suite une incapacité de travail totale ou partielle. Et 12 % des médecins infectés ont indiqué souffrir probablement d'un COVID long.

#### **À qui s'adressait l'enquête?**

Nous avons écrit cet été à 2548 membres exerçants. 1020 médecins (41 % de femmes et 59 % d'hommes) ont participé à l'enquête, ce qui correspond à un taux de réponse de 40 %. Quatre participants sur dix sont âgés de 56 ans ou plus. Cette année, des questions sur la pandémie de Covid ont été ajoutées aux questions portant sur les soins.

#### **Que peut faire la classe politique?**

Nous avons besoin d'un engagement clair de la part des politiciens en faveur de la prise en charge médicale dans notre canton, avec un plan à long terme et des mesures concrètes. Il faut impérativement prolonger le programme «Assistanat au cabinet médical» du canton de Berne, qui prendra fin en 2022. Mais l'enquête montre également que d'autres disciplines spécialisées nécessitent des mesures, pas seulement la médecine de famille et de la pédiatrie. On peut intervenir ici de manière ciblée avec la restructuration en cours du financement de la formation médicale postgraduée dans le canton de Berne. Il faut également améliorer les conditions-cadres et réduire la charge administrative. Des mesures s'imposent dans le domaine de la formation initiale, postgraduée et continue et nous avons impérativement besoin de modèles tarifaires appropriés et économiquement corrects. Nous devons promouvoir la coopération interprofessionnelle, mettre en place de nouvelles structures pour le service d'urgence et intégrer des innovations, notamment dans le domaine de la télémédecine. Le défi social est de taille, et ce n'est qu'ensemble que nous parviendrons à le surmonter. Les instances politiques doivent intervenir, mais aussi le corps médical, les assurances, et enfin les patients.

<sup>1</sup> Indication du site de l'OFSP (au 19.10.2021): nombre de cas testés positifs depuis février 2020: 858 198. Population CH: 8 681 911 personnes. Incidence = 9,88 %